

par habitant du Canada. Les députés seront sans doute intéressés d'apprendre que M. Gérin-Lajoie annoncera demain, dans sa déclaration aux Nations Unies, l'intention du Canada.

Outre les fonds alloués pour des secours aux réfugiés en Inde, le Canada a versé une aide alimentaire de 7 millions de dollars par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial pour soulager les souffrances du Pakistan oriental de \$500,000 aux Nations Unies pour défrayer une partie des dépenses entraînées par les opérations de secours sur place.

Les sommes supplémentaires seront utilisées conformément aux besoins et aux priorités établies par l'Inde elle-même, par les Nations Unies et par la mission d'enquête de l'ACDI dirigée par M. Gérin-Lajoie. Une partie sera directement consacrée à des secours humanitaires et distribuée par l'intermédiaire du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Une autre partie sera offerte par le canal des contributions des agences bénévoles canadiennes aux opérations de secours en Inde. Une autre portion sera directement offerte au gouvernement de l'Inde sous forme de biens et services.

On doit mettre en oeuvre différentes formules d'aide. A notre avis -- et l'Inde partage cette opinion -- le soulagement de la dette serait une forme d'aide particulièrement appropriée pour réduire le fardeau imposé à l'économie indienne. Le Consortium de l'aide à l'Inde a discuté de cette formule particulière à sa réunion du 26 octobre. Pour en assurer l'efficacité les autres grands donateurs doivent concerter leurs efforts et coopérer; le Canada, quant à lui, est prêt à en discuter avec eux.

La question d'une aide accrue, efficace et continue est de toute urgence. Elle aidera à soulager les souffrances des victimes de cette tragédie. Si nous nous attaquons à cet aspect du problème nous réduirons ainsi les causes de tension. Ce n'est pourtant pas la solution au problème fondamental; il faut en arriver à une solution politique qui permette aux réfugiés de retourner à une société stable et démocratique au Pakistan oriental. J'ai le regret de dire, Monsieur l'Orateur, que dans l'avenir immédiat je n'envisage aucune solution à ce problème. Le Canada, de concert avec d'autres nations, presse les gouvernements de l'Inde et du Pakistan de faire preuve de retenue et de patience devant les difficultés qu'il reste à résoudre avant que l'on en arrive à une règlement définitif.